



Etablissement support du GHT
2 rue Henri Le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)
Commun à tous les lots**

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique

Procédure N° FLNE 2025_16

**FOURNITURE DE DISPOSITIFS MEDICAUX POUR ELECTROPHYSIOLOGIE, ELECTRODES
DE STIMULATION MYOCARDIQUE, AIGUILLES POUR ELECTROMYOGRAPHIE (EMG),
AIGUILLES POUR ELECTROENCEPHALOGRAMME (EEG) ET POTENTIELS EVOQUES (PE),
MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS ASSOCIES**

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 - GENERALITES.....	4
Article 1 - Objet du marché public.....	4
Article 2 - Description du marché public	4
2.1 - Procédure de passation	4
2.2 - Etendue – Décomposition en lots	4
2.3 - Forme du marché public et des prix	5
2.4 - Options (au sens communautaire)	5
Article 3 - Durée du marché public.....	5
Article 4 - Pièces constitutives du marché public.....	6
4.1 - Référence au CCAG.....	6
4.2 - Pièces constitutives	6
Article 5 - Obligations générales du titulaire	6
5.1 - Changements affectant le titulaire	6
5.2 - Discrétion et confidentialité, protection des données à caractère personnel	7
5.3 - Assurances.....	7
5.4 - – Obligations incombant au titulaire au titre d’une mesure relevant de l’instrument relatif aux marchés publics internationaux (IMPI)	7
CHAPITRE 2 - CONDITIONS D’EXECUTION.....	8
Article 6 - Conditions d’exécution	8
6.1 - Commandes.....	8
6.2 - Modalités d’acquisition	8
6.3 - Délai d’exécution	8
6.4 - Prolongation des délais	8
6.5 - Transport et déchargement.....	9
6.6 - Livraisons	9
6.7 - Emballage	11
6.8 - Délai de péremption	11
6.9 - Qualité des fournitures et prestations	11
6.10 - Clause de reprise	11
6.11 - Modifications des conditions du marché public en cours d’exécution	12
Article 7 - Définition des prestations de maintenance pour les lots 12, 13 et 14	12
7.1 - Forfait annuel maintenance « tous risques »	12
7.2 - Forfait annuel maintenance « préventive »	12
7.3 - Intervention curative « à l’attachement » et fourniture des pièces détachées.....	12
Article 8 - Modalités d’exécution des prestations de maintenance pour les lots 12, 13 et 14	13
8.1 - Dispositions générales.....	13
8.2 - Visites de maintenance préventive	14
8.3 - Interventions de maintenance corrective	14
8.4 - Fournitures	14
8.5 - Mise à jour des logiciels.....	14
CHAPITRE 3 - CONSTATATION DE L’EXECUTION.....	15
Article 9 - Modalités de vérification	15
9.1 - Dispositifs médicaux	15
9.2 - Maintenance.....	15
Article 10 - Traitement des événements indésirables.....	15
Article 11 - Garantie	15
CHAPITRE 4 - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	16
Article 12 - Contenu et caractéristiques des prix	16
12.1 - Forme des prix.....	16

12.2 - Contenu des prix.....	16
12.3 - Prix de référence	16
12.4 - Variation des prix.....	16
12.5 - Offres de prix promotionnelles	17
Article 13 - Modalités de règlement des comptes	17
13.1 - Facturation	17
13.2 - Présentation des factures.....	18
13.3 - Règlement	18
13.4 - Escompte	19
13.5 - Ristournes sur Chiffre d’Affaires de la période.....	19
Article 14 - Titulaire étranger	19
Article 15 - Nantissement et cession de créance	20
Article 16 - Avance.....	20
Article 17 - Pénalités.....	20
17.1 - Pénalités de retard	20
17.2 - Pénalités d’indisponibilité	21
Article 18 - Résiliation du marché public.....	22
18.1 - Motifs de résiliation.....	22
18.2 - Indemnités de résiliation.....	22
Article 19 - Exécution aux frais et risques du titulaire.....	22
19.1 - En cas de rupture d’approvisionnement en cours d’exécution du marché public.....	22
19.2 - Après résiliation prononcée aux torts du titulaire	22
Article 20 - Litiges / Recours.....	23
Article 21 - Dérogations aux documents généraux	23

CHAPITRE 1 - GENERALITES

Article 1 - Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet la fourniture de dispositifs médicaux pour ELECTROPHYSIOLOGIE, électrodes de stimulation myocardique, aiguilles pour électromyographie (EMG), aiguilles pour électroencéphalogramme (EEG) et potentiels évoqués (PE) ainsi que la maintenance des équipements associés.

Article 2 - Description du marché public

2.1 - Procédure de passation

Le présent marché public est conclu au terme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

2.2 - Etendue – Décomposition en lots

2.2.1 - Décomposition en lots

La présente consultation est allotie et comporte 21 lots.

N° Lot	Libellé lot
1	CATHETER D'ELECTROPHYSIOLOGIE BIPOLAIRE A BALLONNET 110CM 5F
2	CATHETER D'ELECTROPHYSIOLOGIE BI ET QUADRIPOLAIRE 120CM 6F
3	CATHETER D'ELECTROPHYSIOLOGIE QUADRIPOLAIRE 125CM 6F, COURBURE DISTALE VARIABLE
4	CATHETER D'ELECTROPHYSIOLOGIE DECAPOLAIRE 6F COURBURE DISTALE VARIABLE
5	CATHETER D'ELECTROPHYSIOLOGIE DUODECAPOLAIRE & DECAPOLAIRE POUR CARTOGRAPHIE ATRIALE
6	INTRODUCTEUR LONG PREFORME POUR ABORD DROIT COURBURE FIXE
7	INTRODUCTEUR LONG PREFORME POUR ABORD DROIT COURBURE VARIABLE
8	AIGUILLE POUR CATHETERISME TRANS-SEPTAL AVEC INTRODUCTEUR ADAPTE
9	CATHETER MULTIPOLAIRE POUR CARTOGRAPHIE DES VEINES PULMONAIRES
10	CATHETER D'ABLATION QUADRIPOLAIRE 110CM 7F COURBURE VARIABLE (électrode distale 4mm) – TORQUE ELEVE
11	CATHETER D'ABLATION QUADRIPOLAIRE 110CM 7F COURBURE VARIABLE (électrode distale 8mm)
12	SYSTEME POUR CARTOGRAPHIE ET ABLATION CARDIAQUE COMPATIBLE AVEC LE SYSTÈME CARTO3
13	SYSTEME POUR CARTOGRAPHIE ET ABLATION CARDIAQUE COMPATIBLE AVEC LE SYSTÈME ENSITE X
14	SYSTEME DE CRYOABLATION CARDIAQUE COMPATIBLE AVEC LE SYSTÈME CRYOCONSOLE MODELE 106E2
15	ELECTRODE POUR STIMULATION MYOCARDIQUE TEMPORAIRE
16	AIGUILLE MONOFILAIRE POUR ELECTROMYOGRAPHIE
17	AIGUILLE POUR EEG / PE
18	AIGUILLE POUR POTENTIELS EVOQUES MOTEURS
19	AIGUILLE POINTE MOUSSE 15MM POUR APPLICATION DE GEL POUR EEG
20	DISPOSITIF POUR EXTRACTION DE SONDE DE STIMULATION CARDIAQUE
21	DISPOSITIF POUR EXTRACTION DE SONDE DE STIMULATION CARDIAQUE

Le présent CCAP est commun à tous les lots.

2.2.2 - Etendue

Les prestations pouvant être commandées sont décrites dans le CCTP.

Par ailleurs, pour chaque lot, le CHU de Rennes peut commander, au fur et à mesure de ses besoins, dans la limite de 10% des quantités estimatives totales du lot concerné, dans le catalogue du titulaire, des produits complémentaires, non listées au BPU du lot concerné, portant sur l'objet dudit lot (même gamme).

Ces produits seront commandés, sur la base du (des) tarif(s) fixés au catalogue du titulaire, éventuellement remisés dans le cadre de l'offre.

2.3 - Forme du marché public et des prix

2.3.1 - Forme du marché public

Le marché public est un accord-cadre qui fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec maximum exprimé :

- En valeur pour les lots n°12, 13 et 14 pour toute leur durée de validité au sens de l'article R2162-4, 2° du code de la commande publique.

N° lot	Libellé	MONTANT MAX HT sur la durée du marché
12	SYSTEME POUR CARTOGRAPHIE ET ABLATION CARDIAQUE COMPATIBLE AVEC LE SYSTÈME CARTO3	20 956 800,00 €
13	SYSTEME POUR CARTOGRAPHIE ET ABLATION CARDIAQUE COMPATIBLE AVEC LE SYSTÈME ENSITE X	2 576 800,00 €
14	SYSTEME DE CRYOABLATION CARDIAQUE COMPATIBLE AVEC LE SYSTÈME CRYOCONSOLE MODELE 106E2	2 015 600,00 €

- En quantité pour tous les autres lots et pour toute leur durée de validité au sens de l'article R2162-4, 2° du code de la commande publique. Les quantités maximums pour toute la durée du marché public sont définies à l'annexe 1 du CCTP « Catalogue des besoins ».

Pour l'ensemble des lots, le marché public est mono-attributaire.

2.3.2 - Forme des prix

Le marché public est traité à prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) et au catalogue du titulaire du lot concerné.

2.4 - Options (au sens communautaire)

Au sens du droit communautaire, l'option est la suivante :

- Le marché public comporte des reconductions.

Article 3 - Durée du marché public

Le marché public est conclu pour une période initiale d'UN (1) an à compter de sa date de notification au titulaire.

Le marché public peut ensuite être reconduit TROIS (3) fois par période successive d'UN (1) an et pour une durée de validité maximale de QUATRE (4) ans.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU de Rennes reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas s'opposer à la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Par contre, le CHU de Rennes se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de TRENTE (30) jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

Article 4 - Pièces constitutives du marché public

4.1 - Référence au CCAG

Pour toute disposition à laquelle il n'est pas formellement dérogé dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, le titulaire sera soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1^{er} avril 2021.

4.2 - Pièces constitutives

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché public sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement du lot concerné, daté et signé par un représentant ayant pouvoir pour engager la société et le CHU de Rennes, et ses annexes suivantes :
 - Annexe n°1 : bordereau des prix unitaires (BPU) du lot concerné ;
 - Annexe n°2 : contrat de mise à disposition ;
 - Annexe n°3 : fiche des remises ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières commun à tous les lots et ses annexes :
 - Annexe n°1 : coordonnées de l'établissement ;
 - Annexe n°2 : clause RGPD ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CTP) commun à tous les lots et ses annexes :
 - Annexe n°1 : catalogue des besoins ;
 - Annexe n°2 : fiche prestations fournisseur ;
 - Annexe n°3 : maintenance tous risques ;
 - Annexe n°4 : maintenance préventive et curative ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services) ;
- le mémoire technique du titulaire concerné comportant le catalogue avec les tarifs des produits de la gamme référencée au marché public ;
- La fiche renseignement fournisseur.

Le marché public s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les bons de commande.

Article 5 - Obligations générales du titulaire

5.1 - Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le CHU de Rennes de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire.

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures est suspendu tant que le CHU de Rennes n'est pas en possession des documents nécessaires, ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

5.2 - Discretion et confidentialité, protection des données à caractère personnel

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché public.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Le titulaire s'engage à respecter la clause RGPD annexée au présent CCAP.

L'article 5.2 du CCAG-FCS est applicable, s'agissant de la protection des données à caractère personnel.

5.3 - Assurances

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification du marché public et avant tout début d'exécution de celui-ci, ou à tout moment sur demande du CHU de Rennes, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causés aux biens et personnels du CHU de Rennes, ainsi qu'aux tiers et à leurs biens :

- par son personnel salarié ;
- par ses matériels ;
- du fait de l'exécution du marché public avant et après admission des prestations.

5.4 - Obligations incombant au titulaire au titre d'une mesure relevant de l'instrument relatif aux marchés publics internationaux (IMPI)

Conformément au Règlement (UE) 2022/1031 du Parlement européen et du Conseil du 23 juin 2022 et au Règlement d'exécution(UE) 2025/1197 de la commission du 19 juin 2025, le titulaire s'engage :

- a) à ne pas sous-traiter plus de 50 % de la valeur totale du marché à des opérateurs économiques originaires d'un pays tiers faisant l'objet d'une mesure relevant de l'IMPI ;
- b) faire en sorte que, pendant la durée du marché, les biens ou les services fournis dans le cadre de l'exécution du marché et originaires du pays tiers faisant l'objet d'une mesure relevant de l'IMPI ne représentent pas plus de 50 % de la valeur totale du marché, que ces biens ou services soient fournis directement par le soumissionnaire ou par un sous-traitant ;
- c) fournir au CHU de Rennes, à sa demande, une preuve adéquate correspondant au point a) ou b) au plus tard au terme de l'exécution du marché ;
- d) payer des frais proportionnés, en cas de non-respect des obligations visées au point a) ou b), de 20% de la valeur totale du marché.

Il est entendu que l'origine du bien est déterminée conformément à l'article 60 du règlement n°952/2013.

CHAPITRE 2 - CONDITIONS D'EXECUTION

Article 6 - Conditions d'exécution

6.1 - Commandes

6.1.1 - Emission des bons de commande

Les bons de commande sont émis par le CHU de Rennes, au fur et à mesure de ses besoins. Ils sont signés par sa Directrice Générale ou la personne ayant reçu délégation de signature.

Ces bons adressés par un portail de commandes (Hospitalis), ou par fax, font apparaître les informations suivantes :

- Le numéro de la commande,
- Le numéro du marché public,
- Le lieu de livraison,
- La date de livraison souhaitée,
- La désignation du produit,
- la quantité commandée,
- Le prix unitaire net HT.

Seules les commandes passées par le représentant du CHU de Rennes donnent lieu à paiement des factures correspondantes.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché public. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché public. Le CHU de Rennes ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché public se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché public dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Le CHU de Rennes confie au Titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

6.1.2 - Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord du titulaire et du CHU de Rennes sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui est annexé au bon de commande concerné.

6.1.3 - Annulation d'un bon de commande

Le CHU de Rennes peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

6.2 - Modalités d'acquisition

Les fournitures sont acquises dès leur livraison et sont la propriété du CHU de Rennes.

6.3 - Délai d'exécution

La livraison doit être effectuée dans les délais indiqués à l'annexe 3 du CCTP « Prestations du fournisseur ».

Le titulaire est engagé contractuellement par ces délais.

6.4 - Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire, lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la commande, dans le délai contractuel fixé par le présent CCAP.

Elle fait l'objet d'une demande écrite auprès du CHU de Rennes, dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG-FCS.

En outre, le CHU de Rennes peut lui-même accorder une prolongation de ce délai, s'il a connaissance d'une cause qui lui est imputable et qui fait obstacle à la livraison.

Cette prolongation est accordée au titulaire par écrit.

En outre, les dispositions de l'article 21.5 du CCAG-FCS obéissent aux mêmes règles.

6.5 - Transport et déchargement

Le conditionnement doit être adapté aux charges et normes de sécurité des produits et matériels contenus afin de faciliter la manutention et le stockage.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable du transport de ses produits, et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

Il demeure responsable des avaries survenant au cours des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement qui pourraient être commises lors des opérations de livraison.

Il est également responsable du transporteur qu'il a choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Le déchargement de la marchandise doit être fait par le transporteur, sous la responsabilité du titulaire.

6.6 - Livraisons

6.6.1 - Conditions de livraisons

La livraison doit être accompagnée :

- d'un bordereau de transport (BT) à présenter par le transporteur avant ouverture de la remorque mentionnant l'ordre et le lieu de livraison.

La Pharmacie à Usage Intérieur (PUI) se réserve le droit de refuser la réception des produits si dans les documents fournis par le transporteur du fournisseur, une telle mention n'apparaît pas.

Dans le cas où une commande nécessite plusieurs camions, le fournisseur ou son transporteur doit présenter un BT par camion.

- d'un bon de livraison (BL) indiquant le détail des produits livrés.

Il doit être visible et accessible à l'ouverture de la remorque

Les informations essentielles devant figurer sur le BL sont les suivantes :

- le numéro de commande,
- le nom du fournisseur,
- la référence produit (et pas seulement le code article) en tout point identique à celle figurant sur l'offre de prix, sur la facture et sur l'emballage du produit,
- la quantité livrée **par référence**,
- le numéro de lot et la date de péremption,
- le numéro de série éventuel,
- les coordonnées du service responsable de la commande,
- la mention de « prêt » ou « dépôt temporaire le cas échéant ».

Le fournisseur doit émettre un BL par commande d'achat.

Toute commande livrée sans BL est refusée. Les documents tels qu'une packing list, facture ou commande d'achat ne peuvent en aucun cas remplacer un BL.

Toute commande d'achat livrée accompagnée d'un BL ayant fait l'objet de modifications manuscrites est refusée.

Tous les documents remis à la PUI (BT, BL) doivent être rédigés en français. Ceux rédigés en anglais peuvent toutefois être tolérés.

Livraisons de colis sur palette

Les palettes sont nécessairement conformes :

- aux normes européennes 80x120 (EUR, CHEP, etc.) et non cassées ;
- à une hauteur inférieure à 1.80m (support compris).

Toute livraison sur palette différente (100x120, plastique, sans valeur, etc.) doit obligatoirement faire l'objet d'un accord préalable écrit au services « Achats et approvisionnements » de la PUI.

La palette doit être :

- filmée fermement (produit et support compris) garantissant une stabilité des produits lors du défilage ;
 - entourée d'une bande de garantie assurant l'intégrité du produit livré ;
 - **sans débord du gabarit de la palette.** Les produits et/ou conditionnement hors norme font l'objet d'une négociation entre les parties au cas par cas. ;
 - identifiée par une étiquette mentionnant « Mono-référence » ou « multi-référence » ;
 - mono-référence chaque fois que la volumétrie le permet. Dans le cas contraire, les références similaires sont regroupées entre elles au sein d'une même palette; une même référence ne se retrouve pas disséminée sur plusieurs palettes.
- Enfin, pour garantir l'intégrité des produits, les palettes ne peuvent pas être gerbées.

Les palettes ne respectant pas l'une des quelconques règles mentionnées ci-dessus peuvent donner lieu à un refus de la livraison ou à la proposition par PUI d'un devis de mise en conformité

Livraison des produits en colis

A l'instar des palettes, les colis doivent être mono-référence chaque fois que la volumétrie le permet. Dans le cas contraire, la livraison de colis multi-références est tolérée mais uniquement si une même référence ne se retrouve pas disséminée dans plusieurs colis (sauf si le volume le nécessite).

Chaque colis doit être identifié à l'aide d'une étiquette mentionnant :

- « Mono référence » si le colis ne contient qu'une seule référence ;
- « Multi-référence » si le colis contient plusieurs références ;
- le cas échéant, la toxicité ou la fragilité du contenu.

L'emballage doit :

- garantir la non détérioration du conditionnement produit jusqu'à son stockage ;
- et supporter les nombreuses manipulations et éventuelles ruptures de charge ;
- être adapté au poids et à la taille du contenu ;
- comporter des protections intérieures solides préservant, le cas échéant, les parties fragiles et/ou saillantes.

Conditionnement des produits

Le conditionnement doit présenter :

- un code barre respectant les standards d'emballage produit, placé de manière visible ;
- le nom du produit, la référence, le numéro de lot (voire numéro de série) et la date de péremption.

Toute non-conformité de livraison conduit à l'établissement d'un litige de réception adressé au fournisseur et peut donner lieu à un devis de mise en conformité correspondant aux frais logistiques engagés.

Les colis doivent, le cas échéant, porter de façon lisible l'une des mentions particulières suivantes :

A conserver entre +2 et 8° C (ou – 18°C) Echange pour produit défectueux Dépôt permanent ou temporaire Spécimens procédure d'achat : XXXXXX
--

6.6.2 - Horaires et lieux de livraisons

Les livraisons doivent avoir lieu :

- du lundi au vendredi de 8H00 à 16H30
- le samedi matin de 10H00 à 12H00 sur demande expresse de l'émetteur de la commande.

Les fournitures sont livrées conformément aux instructions portées sur le bon de commande à l'adresse suivante :

CHU DE RENNES - PONTCHAILLOU
Secteur Achat Approvisionnement du Pôle Pharmaceutique
Bâtiment BMT/HC
Rue Henri le Guilloux – 35033 Rennes Cedex 9

6.6.3 - Difficultés de livraisons

En cas d'impossibilité de livraison totale ou partielle, ou de modification de tout élément de la commande, le titulaire doit en aviser au préalable et sans délai l'émetteur de la commande identifié sur le bon de commande. Celui-ci prend toutes dispositions nécessaires, dans l'intérêt du CHU de Rennes, éventuellement :

- en acceptant de différer la livraison ;
- en acceptant un produit de substitution proposé par le titulaire ;
- en recherchant un produit de substitution ;
- voire en annulant la commande.

Toute livraison qui ne serait pas effectuée conformément aux stipulations du présent article peut être retournée au titulaire à ses frais.

En cas de retour de marchandise, pour non-conformité liée notamment à son étiquetage, à son adressage, à un évènement lié à la matériovigilance, à un retrait de lot ou tout autre évènement lié exclusivement aux produits, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du titulaire.

6.7 - Emballage

La qualité des emballages doit être appropriée à la nature des produits, aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire.

En dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, les emballages restent la propriété du CHU de Rennes.

6.8 - Délai de péremption

Le délai de péremption des articles et/ou produits livrés doit être compatible avec leurs modalités de gestion.

La durée de validité des produits doit être :

- égale ou supérieure au 2/3 de la validité totale pour les produits à péremption inférieure à 1 an ;
- d'au moins 1 an dans le cas général.

Toute dérogation à cette règle doit faire l'objet d'un accord préalable du CHU de Rennes.

6.9 - Qualité des fournitures et prestations

Les fournitures et prestations sont conformes aux spécifications techniques décrites dans le cahier des charges et dans l'offre du titulaire. Celui-ci s'engage à ce que l'ensemble de ces prestations soient de qualité équivalente pendant toute la période d'exécution du marché public.

Ces obligations s'appliquent également à toute fourniture et prestation de remplacement ou de substitution mentionnée à l'article 6.11.2 du présent CCAP.

6.10 - Clause de reprise

Les conditions de reprise sont conformes à celles précisées dans le mémoire technique du titulaire du lot concerné.

Les frais afférents à une reprise de stock, à la demande du CHU de Rennes, sont à la charge de celui-ci, lorsqu'elle ne fait pas suite à un défaut de conformité du produit.

Si la reprise de stock pour défaut de conformité du produit nécessite la livraison d'un nouveau stock, cette opération est à la charge totale du titulaire.

Si les produits sont destinés à la destruction, le titulaire peut organiser cette destruction directement sur un site homologué local, à condition d'en assurer les frais de destruction et de transport.

6.11 - Modifications des conditions du marché public en cours d'exécution

6.11.1 - Modifications du marché public

La liste des cas de modifications du marché public en cours d'exécution est indiquée aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique.

6.11.2 - Evolution des produits du marché public

En cas d'évolution technologique des produits durant la période d'exécution du marché public, le titulaire peut proposer de substituer totalement ou partiellement un nouveau produit à l'ancien, et ce, aux mêmes conditions financières que celles retenues dans le cadre du marché public initial.

En cas d'arrêt de fabrication ou de commercialisation de produits durant la période d'exécution du marché public et commercialisation de produits de remplacement, même de technologie plus avancée, le titulaire propose de fournir ces nouveaux produits, au prix définis dans le cadre du marché public initial. En cas de désaccord, le CHU de Rennes se réserve le droit de résilier le marché public, sans que cette résiliation n'ouvre droit à indemnité pour le titulaire.

En cas de problèmes temporaires d'approvisionnement pendant la durée du marché public, le titulaire peut proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix du produit de substitution palliant la rupture d'approvisionnement ne soit pas supérieur au prix fixé dans le cadre du marché initial. Cette disposition s'applique sans préjudice de la possibilité pour le CHU de Rennes de résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Toute opération de substitution de produit doit impérativement recueillir l'accord préalable écrit du CHU de Rennes.

Article 7 - Définition des prestations de maintenance pour les lots 12, 13 et 14

En dérogation à l'article 32.1 du CCAG-FCS, le Titulaire n'est jamais autorisé à apporter des modifications au matériel sans obtenir au préalable l'accord écrit du CHU de Rennes.

Le CHU de Rennes peut commander au titulaire les maintenances suivantes pour les lots 12, 13 et 14.

7.1 - Forfait annuel maintenance « tous risques »

Ce forfait couvre les interventions préventives et curatives (main d'œuvre, déplacements, hébergement, subsistance) et la fourniture des pièces détachées.

L'annexe n°3 du CCTP « Maintenance tous risques » précise les engagements quant au délai d'intervention, au délai garanti de l'après-vente des prestations et indique si ce délai s'applique également aux nuits, samedis, dimanches et jours fériés.

La prestation de maintenance comprend obligatoirement les mises à niveau et mises à jour des logiciels et matériels, telles que recommandées par le fabricant, au cours d'une vie normale des dispositifs concernés afin de permettre de maintenir le matériel au plus proche de l'état de l'art.

7.2 - Forfait annuel maintenance « préventive »

Il s'agit d'effectuer toutes les opérations nécessaires au maintien en état de fonctionnement normal. Les interventions sont basées sur les recommandations du constructeur. Elles sont conformes à la réglementation en vigueur.

L'annexe n°4 du CCTP « Maintenance préventive et curative » détaille les prestations effectuées et la fréquence des interventions préventives proposées, la durée des opérations, les pièces changées systématiquement (et dont le coût est valorisé). Elle indique également l'origine des documents permettant d'affirmer que le titulaire assure cette prestation conformément aux recommandations du constructeur.

7.3 - Intervention curative « à l'attachement » et fourniture des pièces détachées

Les commandes font l'objet en premier lieu d'une demande de devis officielle par la Direction des Achats ou la Direction de l'Ingénierie Biomédicale.

Le devis doit contenir les informations suivantes :

- Le nom et la raison sociale du titulaire ;
- Le numéro du marché public ;
- Le numéro du devis ;
- La description des prestations à réaliser/fourniture à livrer ;
- Les quantités de la main d'œuvre/des fournitures ;
- Le numéro de référence de la fourniture ;
- Le prix unitaire de la main d'œuvre ;
- Le prix unitaire du déplacement ;
- Le prix unitaire remisé de chaque fourniture ;
- Le montant total du devis, le montant de la TVA et le montant TTC.

Les demandes de devis sont adressées au titulaire par courriel. Le titulaire dispose d'un délai de deux (2) jours ouvrables, sauf urgence indiquée dans la demande, à compter de la réception de la demande pour formuler son devis et le renvoyer au CHU de Rennes.

Sous réserve de validation du devis par l'ingénierie biomédicale, la demande d'intervention est confirmée par l'envoi d'un bon de commande qui comporte :

- le N° de la commande,
- la référence du présent marché public,
- la nature de la prestation à exécuter,
- la référence du devis,
- le lieu de l'intervention,
- le délai d'exécution (en cas d'urgence notamment).

Aucune intervention ne doit être effectuée, sans que le titulaire n'ait obtenu un N° de commande, accompagné d'un éventuel devis validé.

Les tarifs et remises consenties sur les interventions curatives et pièces détachées sont indiquées dans les annexes 3 et 4 du CCTP.

Article 8 - Modalités d'exécution des prestations de maintenance pour les lots 12, 13 et 14

8.1 - Dispositions générales

8.1.1 - Informations du responsable

Le personnel du titulaire chargé des opérations de maintenance se présente dès son arrivée, au cadre de santé du service où est installé le matériel ou, en son absence, au responsable biomédical du site.

8.1.2 - Compte rendu – rapport d'intervention

Toute opération de maintenance préventive ou curative donne lieu à l'établissement par le Titulaire d'un rapport d'intervention qui atteste que les opérations prévues dans le présent marché public ont bien été effectuées.

A l'issue de chaque intervention sur site, le technicien du titulaire établit, par équipement, un rapport d'intervention, indiquant en langue française :

- Le nom du technicien ayant effectué la réparation,
- La date,
- Le type, le numéro de série et, éventuellement, de GMAO du matériel,
- L'heure d'arrivée, et l'heure de départ ou le temps passé,
- L'objet de l'intervention,
- La nature des anomalies constatées,
- La nature du travail effectué,
- La référence et la désignation des pièces changées.

Il comporte s'il y a lieu les observations telles que :

- anomalies constatées,
- usure de certains organes,

- risques de détérioration,
- état du matériel après l'intervention,
- intervention supplémentaire à réaliser, éventuellement toutes autres observations utiles

Le numéro de marché et de l'éventuel bon de commande transmis par le CHU de Rennes doit être porté en clair sur le rapport d'intervention.

Pour les interventions de maintenance préventive, il est joint à ce rapport, les documents attestant que les vérifications prévues ont été réalisées (liste de contrôle et résultat des mesures).

Le rapport doit être signé contradictoirement par le représentant du CHU de Rennes où est implanté le matériel et par le technicien du titulaire du marché public.

Une copie est également adressée au CHU de Rennes.

De plus, le personnel chargé de l'intervention inscrit sur le carnet de bord les renseignements d'ordre technique concernant sa prestation.

8.1.3 - Maintenance en atelier

Si le titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou ateliers, il en informe au préalable le cadre du service où est installé le matériel ou, en son absence, le responsable biomédical du site afin que soient prises en temps utile les dispositions jugées nécessaires.

8.1.4 - Durée des interventions

La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à ne causer que le minimum de gêne dans le fonctionnement de l'établissement.

8.2 - Visites de maintenance préventive

8.2.1 - Programmation et durée des visites systématiques

Le nombre de visites de maintenance préventive figurent aux annexes 3 et 4 du CCTP.

Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informe l'autre au moins cinq (5) jours avant la date prévue. Ces visites systématiques ne peuvent être effectuées en même temps que les dépannages et réparations qu'après accord du cadre du service.

8.3 - Interventions de maintenance corrective

8.3.1 - Déclenchement des interventions

Les interventions sont déclenchées sur simple appel téléphonique du CHU de Rennes, confirmé par un ordre écrit du CHU de Rennes au titulaire.

Aucune intervention ne doit être effectuée, sans que le titulaire n'ait obtenu un N° de commande.

8.3.2 - Délai et périodes d'interventions

Les interventions ont lieu dans les délais maximum fixés aux annexes 3 et 4 du CCTP.

8.4 - Fournitures

Les composants soumis à homologation ou certification sont remplacés par des composants homologués ou certifiés et identiques ou spécifiés compatibles par le constructeur.

8.5 - Mise à jour des logiciels

La mise à jour des logiciels (application ou exploitation) sans évolution des fonctionnalités est incluse dans les prestations objet du présent marché public.

Toutefois, avant d'effectuer cette mise à jour, le titulaire doit informer le représentant du CHU de Rennes des conséquences précises de cette évolution sur le fonctionnement des matériels, les performances des matériels et l'organisation du service.

L'installation de ces évolutions est suspendue dans l'attente d'un accord représentant du CHU de Rennes.

Si dans un délai de soixante (60) jours, aucune réserve n'a été formulée par le représentant du CHU de Rennes sur l'évolution proposée, le titulaire peut effectuer la mise à jour logicielle.

CHAPITRE 3 - CONSTATATION DE L'EXECUTION

Article 9 - Modalités de vérification

9.1 - Dispositifs médicaux

Les opérations de vérification ayant pour objet de contrôler la conformité des fournitures ou prestations avec les spécifications du marché et les décisions après vérification sont effectuées dans les conditions prévues par les articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

En dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérification se déroulent en l'absence du titulaire ou de son représentant, sauf si celui-ci a fait part au CHU de Rennes de sa volonté expresse d'y participer.

9.2 - Maintenance

Les opérations de vérification, d'admission, d'ajournement, de réfaction ou rejet, ayant pour objet de contrôler la conformité des fournitures ou prestations avec les spécifications du marché seront effectuées dans les conditions prévues par les articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Toutefois, en dérogation :

- à l'article 27.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérification se déroulent en l'absence du titulaire ou de son représentant, sauf si celui-ci a fait part au CHU de Rennes de sa volonté expresse d'y participer,
- à l'article 28.2 du CCAG-FCS, la vérification quantitative et qualitative des prestations a lieu dans un délai maximum de **trente (30) jours**, à compter de la date de signature, par le représentant du CHU de Rennes où est implanté le matériel, du rapport d'intervention mentionné à l'article 8.1.2 du présent CCAP.

A l'issue des opérations de vérification, le CHU de Rennes prend la décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, passé le délai de trente (30) jours, la décision d'admission est réputée acquise.

Si la prestation ne correspond pas aux spécifications du marché public, elle est refusée et doit être remplacée sur demande écrite du CHU de Rennes (effectuée par mail ou par courrier).

Dans tous les cas, la décision est prise sous réserve des vices cachés.

Article 10 - Traitement des évènements indésirables

Tout dysfonctionnement ou évènement indésirable du produit, survenant lors de l'utilisation, fait l'objet d'une instruction par l'acheteur responsable des achats et d'une déclaration du correspondant local de matériovigilance auprès du titulaire.

En fonction du degré de criticité, le correspondant signale l'incident à l'ANSM (Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé), en application des articles R5212-1 à R5212-3 du Code de la Santé Publique.

Article 11 - Garantie

Les fournitures et prestations sont garanties contre tout vice de fabrication, défaut de matière, ou défaut de fonctionnement pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine, à compter de la date d'admission des fournitures ou prestations ou pendant le délai défini par les autorités sanitaires.

Le délai de garantie ne peut être inférieur à un an à compter de la date de notification de la décision d'admission. L'offre du titulaire peut proposer un délai de garantie supérieur à un an.

CHAPITRE 4 - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Article 12 - Contenu et caractéristiques des prix

12.1 - Forme des prix

Le marché public est traité à prix unitaires.

Ces prix unitaires figurent au bordereau des prix unitaires en annexe n°1 de l'acte d'engagement et au catalogue du titulaire du lot concerné.

Les prestations seront rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant au bordereau des prix unitaires et au catalogue du titulaire du lot concerné.

12.2 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, et à la manutention jusqu'au lieu de livraison.

Le CHU de Rennes souhaite bénéficier de prix franco de port et de l'exonération des frais divers.

12.3 - Prix de référence

Les prix du marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres (Mois M0).

Les prix de référence du marché public sont les prix nets HT, figurant sur le bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et au catalogue du titulaire du lot concerné.

Produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux :

Concernant les fournitures soumises à,

- la liste des produits et prestations mentionnés à l'Article L 165-1 du code de la sécurité sociale pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation (en sus T2A),
- la liste des spécialités pharmaceutiques publiée en application de l'Article L162-16-6 du code de la sécurité sociale (liste pour vente au public),

les codes et prix LPPR ou les codes UCD, ainsi que les tarifs de remboursement suivant les cas, doivent être indiqués, par référence, sur l'offre de prix.

En outre, les fournitures inscrites sur ces listes sont soumises aux dispositions suivantes:

- en aucun cas les prix proposés ne pourront excéder ceux fixés par ces tarifs,
- la remise consentie sur la base de ces tarifs doit être indiquée clairement, soit sur chiffre d'affaires, soit en prix facial,
- en cas de modification à la hausse de ces tarifs, en cours de période du marché public, le prix marché public reste inchangé pour la période considérée,
- dans le cas où l'inscription d'un produit sur ces listes serait faite en cours de marché public, la remise sur tarif au marché public est appliquée, dès parution, au prix fixé par ces listes, pour la période considérée,
- en cas de modification à la baisse de ces tarifs, le nouveau prix fixé est immédiatement appliqué.

12.4 - Variation des prix

12.4.1 - Dispositifs médicaux, consommables et pièces détachées

Les prix du marché public sont révisables à chaque date anniversaire du marché public, par ajustement aux prix du présent marché public.

La demande de révision doit être formulée par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, moyennant un **préavis de TROIS (3) mois**, avant la date prévue pour l'application de la révision.

L'absence, à cette échéance, d'une demande de révision des prix a pour conséquence le maintien de l'offre initiale.

L'évolution des prix résultant de l'application des dispositions qui précèdent sera limitée à une augmentation de 2% par an (rabais initial déduit).

Le montant de l'augmentation s'apprécie en comparant les prix ligne à ligne du bordereau des prix unitaires et des annexes 3 et 4 du CCTP avec les prix révisés.

12.4.2 - Maintenance

Les prix figurant aux annexes n°3 et 4 du CCTP sont révisibles à chaque date anniversaire du marché public, selon la formule de révision suivante :

$$P = P_0 \times \left[0,15 + 0,60 \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME (o)} + 0,25 \times \frac{EBIQ}{EBIQ (o)} \right]$$

- dans laquelle :

P = prix de règlement révisé.

Po = prix de règlement initial figurant aux annexes n°3 et 4 du CCTP.

ICHT-IME(o)= valeur de l'indice du coût horaire du travail – Tous Salariés « industries mécaniques et électriques », publiée sur le site de l'INSEE (www.insee.fr).du mois de remise des offres (Mo) identifiant 1565183.

EBIQ (o) = indice de prix à la production dans l'industrie, indice agrégé "Energie, biens intermédiaires et biens d'équipement", publié sur le site de l'INSEE (www.insee.fr).du mois de remise des offres (Mo), à partir de l'identifiant 000300.

ICHT-IME et EBIQ = mêmes indices que ci-dessus, sur la base des derniers indices connus à la date de révision.

La demande de révision doit être formulée par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, moyennant un **préavis de 3 mois**, avant la date prévue pour l'application de la révision.

L'absence, à cette échéance, d'une demande de révision des prix a pour conséquence le maintien de l'offre initiale.

12.5 - Offres de prix promotionnelles

En cours d'exécution, et à l'initiative du titulaire, les prix figurant au marché public pourront temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Le titulaire adresse au CHU de Rennes son tarif promotionnel par mail, en précisant :

- La liste des produits ou pages du catalogue concernées par l'offre promotionnelle ;
- sa durée de validité.

A l'expiration de la période de promotion, les prix du marché public initial sont à nouveau en vigueur.

Article 13 - Modalités de règlement des comptes

13.1 - Facturation

13.1.1 - Dispositifs médicaux et maintenance curative

La facturation est établie à l'issue de l'admission de chaque prestation.

13.1.2 - Maintenance tous risques et préventive

La facturation est établie sur la base de forfaits annuels à terme à échoir.

Les factures sont établies sur la base du nombre d'équipements mis en service, au prorata du nombre de jours de mise en service.

En cas d'ajout ou de retrait d'équipements, le montant de la facturation est modifié en conséquence, et calculé au prorata temporis.

13.2 - Présentation des factures

Par dérogation à l'article 11.3.2 du CCAG-FCS, les factures afférentes au marché public portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et adresse du titulaire ;
- La date de la facture ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et date du marché, ainsi que la date et le numéro du bon de commande ;
- La désignation et référence de la prestation exécutée et admise ;
- La date de livraison ;
- Le coût unitaire hors T.V.A. de la prestation exécutée ;
- Le cas échéant, le numéro du devis ;
- Le cas échéant, le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- Le cas échéant, en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Les montants totaux HT et TTC de la prestation.

Toute modification des références sociales ou bancaires figurant au marché public et reprises dans les factures doit être signifiée au CHU de Rennes. Les factures ne correspondant pas aux prescriptions figurant ci-dessus sont rejetées et retournées à l'expéditeur.

Afin de pouvoir respecter le délai de paiement, les factures sont impérativement transmises par voie électronique.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro» (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>). Le code service à indiquer est PHARMACIE.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le CHU de Rennes doit rejeter la facture transmise en avertissant le titulaire au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite du CHU de Rennes, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

Il est établi une facture par bon de commande.

13.3 - Règlement

Le règlement des factures s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS. Il ne peut toutefois être effectué qu'à compter de la date de réception de la facture, ou, si la date réception de la facture est antérieure à la réception des produits/prestations, à compter de la date d'admission de ceux-ci.

Le règlement est effectué par mandat administratif et virement, soit au C.C.P. ou compte bancaire figurant sur l'acte d'engagement du lot concerné.

Conformément à l'article R2192-11, 1° du code de la commande publique, le délai de règlement est fixé contractuellement à 50 jours, de la date de réception de la facture par le CHU de Rennes jusqu'au décaissement par le Comptable public.

Le délai global de paiement ne prend effet que si les factures sont envoyées selon les modalités fixées à l'article 13.2 du présent CCAP.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les pièces justificatives ne sont pas produites dans les délais impartis, ou en cas de litige notifié au titulaire sur les sommes dues.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le défaut de paiement donne également droit au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, pour frais de recouvrement.

Le Comptable Assignataire est Monsieur le Comptable Public de la Trésorerie hospitalière de Rennes : 2, Rue Henri le Guilloux – 35033 Rennes cedex.

13.4 - Escompte

Le titulaire peut proposer un escompte pour paiement, dans un délai inférieur au délai légal de paiement fixé à 50 jours pour les établissements publics de santé. Ce délai est celui précisé par le titulaire à l'annexe 3 de l'acte d'engagement du lot concerné.

13.5 - Ristournes sur Chiffre d'Affaires de la période

Le titulaire s'engage à appliquer des ristournes sur chiffres d'affaires.

Il appartient au CHU de Rennes de définir les modalités d'utilisation de cette ristourne. A ce titre les propositions fléchées sous forme de gratuités de produits ou de services ne sont pas acceptées.

Le chiffre d'affaires en euros HT correspondant aux dispositifs commandés au titre du lot concerné et pendant la période considérée permet d'arrêter le taux de ristourne. Ce taux de ristourne s'applique sur le montant total des commandes réalisées au cours de cette période.

Pour la première période du marché public, le seuil de chiffre d'affaires et le taux de ristourne applicables sont ceux figurant à l'annexe 3 de l'acte d'engagement. Dans un délai maximum de trois (3) mois à compter de la fin de cette période, le titulaire communique un état détaillant les commandes (en quantité et en valeur) et le montant (en valeur) de la ristourne.

Le CHU de Rennes dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la réception de cet état pour le valider. L'absence de réponse vaut acceptation. Le titulaire émet ensuite au profit du CHU de Rennes un avoir du montant de la ristourne pour la période considérée. Cet avoir donnera lieu à l'établissement d'un titre de recettes, établi par la Pharmacie à Usage Intérieur du CHU de Rennes et adressé au titulaire par l'intermédiaire de la Trésorerie Principale du CHU de RENNES.

Pour les périodes suivantes, les seuils de chiffres d'affaires et les taux de ristourne pourront être révisés par voie d'avenant de façon à tenir compte du chiffre d'affaires du titulaire du lot concerné effectivement réalisé sur la période concernée.

Dans un délai maximum de trois (3) mois à compter de la fin de chaque période, le titulaire communique un état détaillant les commandes (en quantité et en valeur).

A partir cet état, l'avenant est établi et détaille le taux de ristourne applicable en fonction du chiffre d'affaires réalisé.

Le titulaire émet ensuite au profit du CHU de Rennes un avoir du montant de la ristourne pour la période considérée. Cet avoir donnera lieu à l'établissement d'un titre de recettes, établi par la Pharmacie à Usage Intérieur du CHU de Rennes et adressé au titulaire par l'intermédiaire de la Trésorerie Principale du CHU de RENNES.

A défaut d'avenant, le seuil de chiffre d'affaires et le taux de ristourne applicables sont ceux figurant à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

Article 14 - <u>Titulaire étranger</u>

La monnaie des comptes des marchés est l'EURO. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation des changes. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que le CHU de Rennes lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 15 - Nantissement et cession de créance

Le titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché public en fait la demande par écrit au CHU de Rennes. Il reçoit alors de la part de ce dernier :

- soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par le représentant du CHU de Rennes, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché ;
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par l'arrêté du 28 juillet 2020 relatif au certificat de cessibilité des créances dans le cadre des marchés publics.

Article 16 - Avance

Il est fait application de l'article B.11.1 du CCAG-FCS.

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public dans les conditions suivantes :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois et inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande ;

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à douze mois, le montant de l'avance est égal à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande toutes taxes comprises divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le délai global de paiement de l'avance forfaitaire court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire a indiqué à l'acte d'engagement s'il renonçait au paiement de l'avance.

Le remboursement de l'avance effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché public atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises du montant du bon de commande.

Article 17 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure ni invitation du Titulaire à présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont cumulables et sont dues dès le premier euro.

17.1 - Pénalités de retard

17.1.1 - Dispositifs médicaux, consommables et pièces détachées

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, il est fait application des pénalités suivantes :

$$P = V * R / 100$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

17.1.2 - Maintenance

Maintenance préventive :

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, et si le titulaire du marché ne respecte pas le planning fixé pour la réalisation de la maintenance préventive, il encourt une pénalité de 100 € par mois de retard.

Maintenance corrective :

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai d'intervention/de remise en service est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 € par heure de retard ouvrées.

Dans les deux cas, les pénalités ne sont appliquées que si le retard est imputable au titulaire.

17.2 - Pénalités d'indisponibilité

17.2.1 - Définition de l'indisponibilité

L'équipement est déclaré indisponible lorsque, sans faute du CHU de Rennes, son usage est rendu impossible, soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou d'un dispositif qui y est inclus, soit par le défaut de fonctionnement de l'un des logiciels faisant partie de cet équipement, si ce défaut apparaît dans l'exécution des fonctions prévues pour être habituellement utilisées (panne bloquante).

17.2.2 - Définition de la durée d'arrêt

Dans le cadre de l'indisponibilité définie à l'article 17.2.1 du présent CCAP, la durée d'arrêt est considérée comme décomptée si la défaillance résulte d'événements qui sont directement et exclusivement imputables à l'équipement principal et à la seule responsabilité du Titulaire.

Ne sont pas considérés comme temps d'arrêt décomptés, les temps d'arrêt :

1) découlant des interventions ou réparations entraînées par des défaillances dues à des causes étrangères au matériel objet du présent marché, et étrangères à l'entreprise, conformément à la liste de causes limitativement énumérées ci-après, à savoir :

- a) Incendie, explosion, inondation, affaissement du bâtiment ;
- b) Défaut des dispositifs touchant à l'environnement de l'installation (électricité, climatisation) ;
- c) Utilisation non conforme aux prescriptions indiquées par le titulaire dans le manuel pratique d'utilisation, prescription que le représentant légal de l'établissement déclare connaître et s'engage à faire respecter ;

2) découlant d'interventions ou réparations entraînées par des modifications ou réparations de matériel, effectuées par du personnel non expressément mandaté par le titulaire pendant la durée du marché ;

3) découlant d'interventions effectuées à la demande du représentant légal de l'établissement suivantes :

- a) Démonstrations diverses ;
- b) Mise à disposition de main d'œuvre et / ou matériel pour opération de contrôle divers, réglementaire ou non ;
- c) Déplacements de matériels ;
- d) Adjonction de matériels d'autres origines ;

4) observés pendant les heures non prévues pour l'utilisation clinique.

17.2.3 - Mesure de la durée d'arrêt

La période d'arrêt commence dès la réception de l'appel par le titulaire. Si l'accès du personnel du titulaire auprès de l'équipement est différé du fait de l'utilisateur, la période d'arrêt commence quand les éléments du matériel nécessaires au diagnostic et /ou à la remise en état sont mis à disposition du personnel du Titulaire.

La période d'arrêt cesse lorsque le Titulaire remet l'élément concerné en état de marche, à la disposition du CHU de Rennes. Les heures de début et de fin de la période d'arrêt sont relevées sur le carnet de bord.

17.2.4 - Indisponibilité de l'équipement

L'indisponibilité de l'équipement telle que définie à l'article 17.2.1 est fixée à 10 jours annuels ouvrés. Le temps de maintenance préventive n'est pas décompté de ces 10 jours.

17.2.5 - Montant des pénalités

En dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG-FCS, les pénalités sont fixées à 500 € par demi-journée d'indisponibilité au-delà de celle fixée à l'article 17.2.4 du présent CCAP.

Article 18 - Résiliation du marché public

18.1 - Motifs de résiliation

Le CHU de Rennes se réserve le droit de résilier le marché public à tout moment dans les conditions prévues aux articles 38 à 44 du CCAG-FCS.

La résiliation est prononcée aux torts du titulaire :

- dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- lorsqu'une dégradation de la qualité des fournitures ou prestations est de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue au marché public ;
- en cas d'effets indésirables ou imprévus du dispositif, justifiant un arrêt de prescription ;
- en cas de non-respect des délais et horaires de livraison, rupture des approvisionnements et insuffisance du service rendu par le titulaire (informations, suivi des dépôts, erreurs de livraison...) (article 41.1.c) du CCAG-FCS) ;
- lorsque le prix marché est supérieur au prix publié au Journal Officiel pour la liste des produits et prestations mentionnés à l'Article L. 165-1 du code de la sécurité sociale pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation,

Le CHU de Rennes peut également prononcer la résiliation du marché public pour motif d'intérêt général (par exemple en cas d'évolution des protocoles de soins), dans les conditions d'indemnisation définies à l'article 18.2.2 ci-dessous.

18.2 - Indemnités de résiliation

18.2.1 - Résiliation pour faute et pour événements extérieurs ou liés au marché public

La résiliation prononcée aux torts du titulaire, dans les cas indiqués à l'article précédent, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués aux articles 39 et 40 du CCAG-FCS, n'ouvrent pas le droit à indemnité.

18.2.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général

En dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS et s'agissant d'un accord-cadre à bons de commande sans engagement minimum, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

Article 19 - Exécution aux frais et risques du titulaire

En dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, le CHU de Rennes peut faire procéder à l'exécution du marché public par un tiers aux frais et risques du Titulaire pour toute inexécution des obligations contractuelles.

19.1 - En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché public

Dans l'hypothèse où le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché public, le CHU de Rennes se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, après une mise en demeure du titulaire de fournir les prestations restées infructueuses.

19.2 - Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, et en cas de résiliation pour faute, le CHU de Rennes se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article 20 - Litiges / Recours

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU de Rennes et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux articles R2197-1 à R2197-25 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rennes, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

Article 21 - Dérogations aux documents généraux

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
4.2	4.1	Pièces constitutives
6.7	20.2.2	Emballages
7	32.1	Prestations de maintenance
9.1	27.3	Modalités de vérification
9.2	27.3 et 30.1	Modalités de vérification
13.2	11.3.2	Facturation
17	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3	Pénalités de retard
17.2.5	14.2.5	Pénalités d'indisponibilité
18.2.2	42	Indemnités – résiliation pour motif d'intérêt général
19	45.1	Exécution aux frais et risques